



**PRÉFET  
DE LA MANCHE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction  
départementale  
des territoires et de la mer**

Service Environnement

Unité Forêt Nature Biodiversité

N° DDTM - SE-0083

**ARRETE  
RELATIF AU CLASSEMENT DES ANIMAUX SUSCEPTIBLES  
D'OCCASIONNER DES DEGATS  
POUR LA CAMPAGNE 2020-2021  
DANS LE DEPARTEMENT DE LA MANCHE**

**LE PRÉFET DE LA MANCHE**

Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

VU les articles L.427-8, R.427-6 modifié par Décret du 28 juin 2018, à R.427-27 du code de l'environnement, relatifs au classement et à la destruction des animaux susceptibles d'occasionner des dégâts ;

**VU** l'arrêté du 3 avril 2012 pris pour l'application de l'article R. 427-6 du code de l'environnement et fixant la liste, les périodes et les modalités de destruction des animaux d'espèces susceptibles d'occasionner des dégâts par arrêté du préfet,

**VU** l'avis de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage en date du 24 juin 2020 ;

**VU** la consultation publique du 31 mai 2020 au 20 juin 2020

**VU** l'avis de la fédération départementale des chasseurs de la Manche ;

**CONSIDERANT** qu'à l'examen, les autres solutions pour se protéger des prédatons des espèces concernées s'avèrent insuffisamment efficaces dans certains cas par rapport au résultat attendu ;

**CONSIDERANT** qu'à l'examen, le classement de ces espèces qui ne sont pas strictement protégées au titre de l'annexe III de la convention de Berne du 19 septembre 1979, n'est pas de nature à nuire à l'équilibre des populations concernées ;

**CONSIDERANT** qu'il convient de prévenir les dommages importants susceptibles d'être provoqués par les espèces animales aux activités agricoles et aquacoles et de protéger la faune et la flore dans le département de la Manche, compte tenu notamment, des dégâts déjà provoqués par ces espèces les années passées ;

**CONSIDERANT** qu'il convient de préserver l'intérêt de la santé et la sécurité publique ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture ,

## ARRETE

**ARTICLE 1** : Les animaux des espèces suivantes sont classées susceptibles d'occasionner des dégâts pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 2020 au 30 juin 2021 dans les lieux et conditions précisées ci-après :

Espèces	Lieu où l'espèce est classée nuisible	Motif du classement	Conditions
<p><b><u>Mammifères</u></b></p> <p>Lapin de garenne (<i>Oryctolagus unicolor</i>)</p>	<p>- dunes littorales sauf dans les dunes de Vauville et de Biville</p> <p>- réserves de chasse</p> <p>- dans et à moins de 200 m : des cultures maraîchères, légumières de plein champ et de petits fruits,  des plantations forestières et fruitières (autres que petits fruits) de moins de 10 ans, horticoles &amp; pépinières des polders, de leurs digues et des ouvrages les concernant  des jardins légumiers et des jardins d'agrément  des aérodromes  des talus et francs-bords des lignes S.N.C.F.  hippodromes et terrains de golf</p>	<p>Dans l'intérêt de la sécurité publique</p> <p>Pour prévenir des dommages importants aux activités agricoles et forestières</p>	<p>A tir de la clôture spécifique jusqu'à la date de fermeture générale.</p> <p>Capture par bourses et furets toute l'année</p> <p>Piégeage avec pièges de catégorie 1 dans les jardins légumiers et jardins d'agrément</p>
<p><b><u>Oiseaux</u></b></p> <p>Pigeon ramier (<i>Columba palumbus</i>)</p>	<p>dans les cultures de pois</p> <p>dans les cultures de choux</p> <p>dans les cultures de salades</p> <p>dans les cultures de lentilles</p>	<p>Pour prévenir des dommages importants aux activités agricoles</p>	<p>A tir entre la clôture spécifique de la chasse de cette espèce et le 31 mars.</p> <p>Destruction sur autorisation individuelle du préfet, du 1<sup>er</sup> avril jusqu'au 31 juillet</p> <p>Tir à poste fixe matérialisé de main d'homme</p> <p>Tir dans les nids interdit</p>

**ARTICLE 2** : Conditions particulières pour la destruction à tir sur autorisation individuelle des pigeons ramiers, ainsi que des corbeaux freux et des corneilles noires :

Ces oiseaux ne peuvent être détruits qu'à poste fixe matérialisé de main d'homme, dans les zones où ils sont classés susceptibles d'occasionner des dégâts. Le tir dans les nids est interdit. Le corbeau freux peut en outre être tiré dans l'enceinte de la corbeautière, hors des zones urbanisées, sans être accompagné de chien.

Il n'est pas autorisé plus de deux tireurs par poste fixe ; les postes de tir simultanément occupés doivent être distants de plus de 200 mètres les uns des autres. Il n'est pas autorisé plus de cinq tireurs simultanément dans l'enceinte d'une corbeautière

Ces opérations sont réalisées de jour ; le jour s'entend du temps qui commence une heure avant le lever du soleil au chef-lieu du département et finit une heure après son coucher. (art. L.424-4 du code de l'Environnement).

Les demandes d'autorisation de destruction à tir sont souscrites par le détenteur du droit de destruction (qu'il soit propriétaire, possesseur ou fermier) ou son délégué. Elles sont formulées selon le modèle figurant en annexe du présent arrêté.

Le demandeur ne pourra s'adjoindre que des tireurs dont les noms devront figurer sur une liste nominative qu'il établira et fournira, avec leur adresse, à l'appui de sa demande d'autorisation.

Les demandes sont adressées à la direction départementale des territoires et de la mer.

Un compte rendu des opérations de destruction à tir, même négatif, est adressé à la direction départementale des territoires et de la mer (service environnement) avant le 1<sup>er</sup> septembre suivant la date d'octroi de l'autorisation.

Le défaut de cette formalité entraîne le non renouvellement de l'autorisation.

**ARTICLE 3** : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires et de la mer, le chef du service départemental de l'Office Français pour la Biodiversité sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans toutes les mairies par les soins des maires et inséré au recueil des actes administratifs.

Saint Lô, le - 1 JUIL. 2020



Gérard GAVORY

## ANNEXE

### Exercice du droit de destruction

Article R. 427-8 du code de l'environnement: :

Le propriétaire, possesseur ou fermier, procède personnellement aux opérations de destruction des animaux nuisibles, y fait procéder en sa présence ou **délègue par écrit** le droit d'y procéder.

Le délégataire ne peut percevoir de rémunération pour l'accomplissement de sa délégation.

Le permis de chasser validé est obligatoire.

SAINT-LO, le